

Prêts aux petites entreprises—Loi

ment les mesures que le gouvernement fédéral veut bien prendre. Évidemment, je pense que la Chambre doit aussi être sensibilisée parce qu'il arrive trop souvent que du côté de l'opposition en particulier on veuille tenter de défendre les intérêts du Québec et trop souvent les intérêts du Parti québécois, parce qu'à partir de maintenant je pense qu'il nous faut absolument faire cette distinction très nette, et là-dessus le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) a dû lui-même s'en rendre compte quand il a voulu auprès de M. Lévesque tenter des initiatives pour arriver à le faire comprendre, et il s'est vite aperçu que M. Lévesque n'était pas autre chose qu'un séparatiste, quelquefois un séparatiste qui semble s'ignorer, mais un séparatiste quand même!

Une voix: C'est vrai!

M. Tessier: Je voudrais dans un premier temps parler de l'abstention du Québec de participer à la Conférence fédérale-provinciale sur l'agriculture et aussi à la conférence fédérale-provinciale sur le tourisme. Je dirais qu'il ne sert pas à rien mais qu'il devient plus difficile, par exemple, de travailler dans le domaine agricole; on a beau avoir la meilleure politique au monde, et je ferai référence ici à notre politique laitière qui est, à mon avis et selon celui de plusieurs spécialistes, la meilleure politique laitière au monde. Mais si du côté du Québec la régie des marchés agricoles ne fait pas son travail comme elle devrait le faire, bien à ce moment-là, par un manque de surveillance des quotas, comme il en est résulté des vols et des fraudes, comment pouvons-nous, comme gouvernement fédéral, jouer le rôle efficace dans le sens des besoins des producteurs et de l'économie agricole?

● (1630)

Alors que le gouvernement du Québec en prenne avis, et surtout le ministre de l'Agriculture du Québec qui est, et on commence à le découvrir jour après jour, bien meilleur pour vendre l'indépendance que pour donner aux producteurs les infrastructures dont ils ont besoin, pour donner au Québec un secteur agricole dynamique progressif qui soit à la fois au service des producteurs comme des consommateurs. Lui qui semblait—et à un certain moment trop de Québécois ont voulu le reconnaître comme tel—le seul vrai défenseur des producteurs devient jour après jour le dindon de sa propre farce. Quant à nous du gouvernement fédéral, nous voulons dire à tous les producteurs agricoles que nous préférons leur donner et les assurer d'un revenu raisonnable et d'une agriculture dynamique et prospère. Et là-dessus, j'espère et je suis même convaincu que nous réussirons, en particulier, à redonner plus de stabilité et plus d'assurance pour l'avenir en maintenant notre politique laitière actuelle et j'ose espérer que le début de 1982 nous donnera la possibilité de donner aux producteurs la politique qu'ils veulent maintenant, qu'ils ont déjà remise en question, et ce, pour le plus grand bien de l'agriculture, de l'économie et aussi du Canada.

On n'est pas particulièrement sûr quand on questionne la participation du gouvernement du Québec dans le cadre des conférences fédérales-provinciales, et on est vraiment en droit de se demander ce qu'est l'économie pour le gouvernement Lévesque, pour M. Lévesque et pour sa bande d'intellectuels. Je voudrais, monsieur le président, faire référence à notre industrie touristique. Je pense que les chiffres sont éloquentes et qu'on peut vraiment se poser des questions quand le gouvernement du Québec nous dit que l'industrie touristique n'est pas

de l'économie. On sait pourtant que l'industrie touristique au Canada représente plus de 15 milliards de dollars en revenu annuel pour le Canada, soit 5 p. 100 du produit national brut, 1 million d'emplois pour les Canadiens dans plus de 100,000 entreprises.

Je voudrais, monsieur le président, qu'on me rassure sur les notions économiques du gouvernement Lévesque, et je voudrais qu'il explique à la population du Québec leur absence de la conférence sur le tourisme qui a été tenue cette semaine à Ottawa. Alors il est vraiment temps que M. Lévesque, le premier ministre du Québec, le chef des péquistes, le chef du Parti québécois, cesse de démêler sa bande de vrais et de pas vrais séparatistes, c'est-à-dire les menteurs et les hypocrites, pour s'occuper vraiment de l'économie du Québec. De plus, monsieur le président, il faudrait que M. Lévesque ne joue pas le jeu de l'association. On sait que son nouveau défi, c'est de jouer avec . . .

[Traduction]

M. Jelinek: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je pensais que le débat portait sur la loi sur les prêts aux petites entreprises et je trouve que le député d'en face est loin du sujet.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Je donne la parole au député de Halton (M. Jelinek). Son microphone n'est pas branché.

M. Jelinek: Monsieur l'Orateur, je voulais tout simplement signaler à la présidence que nous sommes censés discuter de la loi sur les prêts aux petites entreprises et que le député s'est complètement écarté du sujet; son discours n'a absolument rien à voir avec les petites entreprises. Je me demande si la présidence pourrait intervenir?

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Je signale au député de Mégantic-Compton-Stanstead (M. Tessier) que j'ai suivi attentivement son discours parce que je me demandais s'il avait un rapport avec le projet de loi.

Par ailleurs, j'ai réfléchi à l'objet du bill sur les petites entreprises, et il me semble qu'il a une portée tellement vaste que tout à l'heure j'ai laissé une grande latitude à certains députés à qui j'avais donné la parole. En toute justice, je me propose de laisser au député de Mégantic-Compton-Stanstead autant de latitude qu'aux deux autres députés, ce qui ne l'empêche pas de tenir compte de l'observation qu'on lui a faite.

[Français]

M. Tessier: Monsieur le président, je veux bien vous assurer de toute ma collaboration et ma coopération. Je voudrais aussi dire à l'honorable député d'en face qu'il nous prouve dans son rappel au Règlement qu'il ne comprend pas précisément les implications de politiques qui viennent en conflit avec d'autres politiques provinciales, et l'objet de mon propos, c'est précisément de commencer à sensibiliser les honorables députés d'en face pour qu'ils comprennent dans quel sens le Québec s'est engagé, et c'est tout le Canada qui paye pour cette diversion et cette dispersion et je pense que cela fait exactement partie du propos que je viens de tenir.

Les honorables députés d'en face nous prouvent qu'eux aussi, à leur façon, sont les véritables séparatistes. Mais nous nous en avons et nous devons vivre jour après jour avec les séparatistes au Québec et, je veux bien en revenir à mon